

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Article 1 :

Une enquête publique relative à la déclaration de projet « Aux Grands Jardins » emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune de Houdemont aura lieu à compter du **mardi 11 avril 2023 à 9h jusqu'au vendredi 12 mai 2023 à 17h30 inclus, soit 32 jours consécutifs.**

Cette enquête publique est préalable à la déclaration de projet « Aux Grands Jardins » emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Houdemont qui doit être approuvée par le Conseil de la Métropole du Grand Nancy.

Article 2 :

Monsieur Patrick LANG a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Nancy.

Article 3 :

Durant la durée de l'enquête, les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés et consultables à la mairie de Houdemont, 2 allée Gaston Lelièvre, siège de l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, ainsi qu'à la Métropole du Grand Nancy, bâtiment Chalnot - Direction de l'urbanisme et de l'écologie urbaine, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h

Seront également joints au dossier d'enquête publique les avis des personnes publiques associées à cette procédure ainsi que l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale.

L'intégralité du dossier d'enquête publique sera téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.registredemat.fr/mise-en-compatibilite-plu-houdemont>

Le dossier sera également consultable gratuitement depuis un poste informatique mis à disposition à la mairie de Houdemont.

Article 4 :

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions écrites :

- Sur les registres mentionnés au précédent article,
- Via le site registre dématérialisé : **<https://www.registredemat.fr/mise-en-compatibilite-plu-houdemont>**
- Adressées au Commissaire enquêteur par voie électronique à l'adresse mail dédiée :
mise-en-compatibilite-plu-houdemont@registredemat.fr
- Ou adresser un courrier au commissaire enquêteur à la Mairie de Houdemont, 2 allée Gaston Lelièvre, 54180 HOUEMONT.

Article 5 :

Le commissaire enquêteur assurera en outre trois permanences à la mairie de Houdemont pour y recevoir les observations et propositions écrites ou orales du public :

- **Le Mercredi 12 avril 2023 de 10h00 à 12h00**
- **Le Jeudi 27 avril 2023 de 15h30 à 17h30**
- **Le Vendredi 12 mai 2023 de 15h30 à 17h30**

Article 6 :

Toute information sur cette procédure pourra être demandée à la Direction de l'Urbanisme et de l'Ecologie Urbaine de la Métropole du Grand Nancy, immeuble Chalnot, qui en est l'autorité responsable.

Article 7 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, conformément aux articles R123-18 et suivants du code de l'environnement, les registres seront clos par le commissaire enquêteur, qui disposera d'un délai de 30 jours pour transmettre au Président de la Métropole du Grand Nancy le dossier avec son rapport, dans lequel figureront ses conclusions motivées.

Article 8 :

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera adressée à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et à la commune de Houdemont. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à la Métropole du Grand Nancy – Direction de l'Urbanisme et de l'Ecologie Urbaine, ainsi que sur son site internet, sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : **<https://www.registredemat.fr/mise-en-compatibilite-plu-houdemont>**, à la mairie de Houdemont et à la Préfecture.

Article 9

Le présent avis, accompagné de l'arrêté n° URBA0226 du 15 mars 2023 de Monsieur le Président de la Métropole du Grand Nancy prescrivant l'enquête publique, seront affichés à la mairie de Houdemont ainsi qu'au siège de la Métropole du Grand Nancy. Ils seront également affichés sur le site internet de la Métropole du Grand Nancy à l'adresse suivante : **<https://www.grandnancy.eu/publications-legales/enquetes-publiques>** ainsi que sur le registre dématérialisé mentionné précédemment.